Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 1

Le Lien
Union syndicale Solidaires
Journal des retraité-es SUD Rail
n°71 - Octobre 2018

Editorial

SNCF : AVIS DE DESTRUCTION MASSIVE

La SNCF vient de connaître une des plus longues grèves de son histoire, puisque le conflit se sera étalé sur trois mois. Il ne nous appartient pas de nous appesantir sur les modalités de ce conflit (le « 2 sur 5 »), qui s'est voulu innovant mais n'a pas permis de gagner. C'était le choix des actifs, ils sont maîtres de leur destin. On peut simplement regretter que l'implication « à géométrie variable » des salariés concernés n'a pas été à la hauteur des attaques : disparité selon les métiers (les roulants étant fer de lance, avec des engagements plus timorés dans les autres corps de métier), selon les régions, selon le calendrier, certain choisissant de « perler la grève perlée », ce qui devient fatalement une action « à la carte », et donc peu collective et dynamisante, malgré les efforts de militants courageux.Il n'en demeure pas moins que cette grève s'est soldée sur le fond par un échec patent, alors que les enjeux étaient cruciaux pour l'avenir de l'entreprise SNCF, le statut des cheminots, et les besoins des usagers de ce qui fut un grand service public.

En effet, après des attaques sans précédent des deux derniers gouvernements, sur les retraites notamment, mais aussi sur l'ouverture à la concurrence du fret et la découpe de la SNCF en activités quasi-indépendantes, le bulldozer ultra-libéral Macron parachève le travail de sape en passant la vitesse supérieure : l'abandon du statut pour les nouveaux embauchés est gravissime, y compris pour les personnels en place dont le leur sera remis en cause très rapidement. Bien entendu cela aura un impact très fort sur les conditions de travail et le déroulement de carrière, mais aussi sur la qualité du service et la sécurité.

Mais ces coups de butoirs sont multiformes : c'est la fameuse stratégie du chaos. Pendant que l'on démolit le statut, on ouvre à la concurrence les services voyageurs, pour tous les types de trains, avec obligation des personnels concernés d'accepter le transfert aux compagnies privées, sous peine de démission d'office ! Même pas un licenciement, car il faudrait alors payer des indemnités au salarié-kleenex ! Quant à la transformation de la SNCF en société anonyme, c'est un autre cheval de Troie qui annonce à grands pas la future privatisation, malgré le déni hypocrite de la direction et du gouvernement.

La lutte contre ces attaques protéiformes ne sera hélas pas facilitée par la scandaleuse réforme de la représentation syndicale, qui, sous prétexte de fusionner les instances DP, CE et CHSCT en une nébuleuse CSE (Conseil Social et Economique), va fabriquer des délégués professionnels, à temps plein, peu nombreux et avec l'impossibilité d'être proches du terrain et de répondre concrètement aux attentes des salariés.Et comme si cela ne suffisait pas, voici que s'annonce pour l'année prochaine une troisième couche de la contre-réforme des retraites, ne visant pas moins qu'à supprimer le régime spécial des cheminots ! On hallucine ! C'est à une destruction massive, complète et systématique d'un des derniers grands services publics à la française auquel nous assistons avec sidération, avec comme victimes principales les cheminots actifs, mais aussi les retraités et les citoyens.

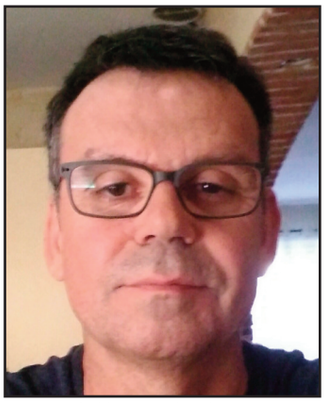
Elections
Caisse de Prévoyance
Je vote
SUD-RAIL

En tant que retraités, nous subirons bien entendu les dommages collatéraux de ces bombardements : notre carte de circulation sera bientôt réduite à la portion congrue ; c'est donc une atteinte grave à nos acquis et à notre pouvoir d'achat, déjà bien écorné par la guérilla incessante contre nos pensions.

Bref, nous sommes tous, actifs comme retraités, cheminots comme citoyens, concernés par cette bérézina sociale mise en œuvre par le Frankenstein du moment, créature monstrueuse ayant échappé à son maitre, le rond de Flanby. Ces gens-là ne servent pas la République, ils la détruisent. Il est temps que nous relevions enfin la tête ! C'est pour cela que le vote SUD-Rail aux élections de nos représentants au CA de la Caisse de Prévoyance aura valeur de symbole et d'avertissement à nos ennemis !

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 2

Représentants des Retraités au Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance
Candidats SUD-RAIL


Didier Chaissac

Anne-Marie Meerschman

Henri Duclut

Martine Daydé

Brigitte Bouilhou

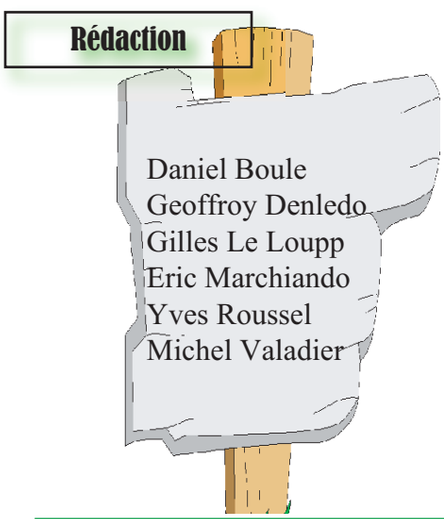
Paul Bischoff

Brigitte Sourrouille

Yves Roussel

Didier Chaissac

A 17 ans, j'ai été reçu au concours d'entrée du matériel à Toulouse et j'ai incorporé l'apprentissage pour 2 ans. J'ai « roulé » comme agent second - aide conducteur - sur les marchandises jusqu'en 1990, puis comme conducteur jusqu'en septembre 2016, où j'ai pris ma retraite.



J'ai été élu délégué du personnel à partir de 1996, sous une liste SUD-Rail, puis élu au comité d'établissement Midi-Pyrénées, membre de la commission formation du CER et enfin président de la commission budget du CER. J'ai tenu le poste de permanent au syndicat régional, un mois sur deux, je n'ai jamais arrêté mon métier. Pour moi, le contact avec la base est l'essentiel même d'un syndicalisme représentatif de la base. Aujourd'hui, je participe à la vie syndicale dans ma section de retraités à Toulouse et j'ai intégré le bureau de la liaison nationale des retraités Sud-Rail pour la région « Occitanie ».

Anne-Marie Meerschman

J'ai été embauchée au dépot de Longueau, au service administratif en novembre 1976. Après une formation, j'ai pris le poste d'assistante sociale à Mantes-la-Jolie puis au service d'action sociale de Rouen en 1985. J'ai été déléguée du personnel en 2005-2007 ... Ma retraite a commencé en janvier 2013.

Henri Duclut

A 17 ans, je suis entré à la SNCF comme apprenti à l'école du service électrique de Toulouse de 1975 à 1977. J'ai pris ensuite un poste à la gare Lyon-Brotteaux, puis Chasse sur Rhone. J'adhére à la CFDT dès 1977. Je réussis l'examen de maîtrise de l'Équipement et je monte à Paris en DV24. Je deviens délégué du personnel maîtrise CFDT sur la Région de PSE. Je participe à toutes les grèves. Les DV24 deviennent les AIR (Agence Immobilière Régionale), elles sont ensuite regroupées en DIRP (Direction Immobilière Région de Paris) sur Paris Est. C'est sur cette région que je deviens permanent syndical pendant 2 ans.
A la retraite à 55 ans je m'engage au Bureau de la Liaison Nationale des Retraités Sud Rail. Je suis maintenant adhérent de Sud Rail Bretagne, J'ai toujours gardé le contact avec le terrain dans chacun des établissements où j'ai travaillé en alliant engagement syndical et travail à la base .

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 3

Martine Daydé

J'entre à la SNCF le 14 décembre 1967 rue de Saussure à Paris comme opératrice de saisie. Je suis attachée groupe VII en gare de La Garenne Bezons, Bécon les Bruyeres et Asnieres. Je prends ensuite un poste au Centre Informatique Régional de Paris St Lazare de 1970 à fin 1975. Je m'arrête en congés de maternité puis en congés parentals pendant 9 ans.Je reprends au même service en 1984 jusqu'à fin 1989 pour prendre un congés de maternité en juillet 1990. Je reprends ensuite à l'ECT puis au Groupe Inspection Comptabilité Régionale et au Batimmotique. De 1991 à 2005 je rejoins l'établissement V grande Banlieue, en comptabilité. Je prends ma retraite en 2005 sur demande de la SNCF (durée de service de 25 ans tout juste). La
SNCF est condamnée en appel après une action en prud'homme. J'ai été déléguée du personnel exécution suppléante de 1990 à1992 (CFDT) sur les divisions régionales de Paris St Lazare, déléguée du personnel suppléante de 2000 à 2002 sur l'établissement V grande banlieue, à la commission locale mixte de Mantes, déléguée du personnel suppléante de 2002 à 2004 à l'établissement V grande banlieue à la commission locale mixte de mantes et enfin déléguée du personnel suppléante de 2004 à juin 2005 à l'établissement grande banlieue.

Brigitte Bouilhou

J'ai été embauchée en 1982 comme infirmière au service médical de Paris Sud Est, j'ai effectué toute ma carrière sur cette région. J'ai adhéré d'abord à la CFDT puis à SUD Rail dès sa création début 1996 (contrairement à de nombreux médico-socio qui ont préféré rester à la CFDT), J'ai été longtemps déléguée du personnel, représentante SUD Rail à la COFASS (commission fonctionnelle d'action sanitaire et sociale) pendant une dizaine d'années, et responsable de la liaison médico-sociaux. J'ai pris ma retraite en 2013, et j'ai intégré le bureau de la liaison nationale retraités en 2017. Je participe activement aux manifestations pour la défense des acquis des retraités et en soutien aux luttes des actifs. J'anime également la section retraités de PSE depuis 2014.

Paul Bischoff

Je suis entré à la SNCF en 1978 en tant qu'attaché groupe 7 à Belfort. J'ai suivi l'école de conduite à Hausbergen. J'ai pris un poste de CRMV en 1980 et CRLEL en 1984 à Belfort. J'ai été délégué du Personnel suppléant CFDT puis titulaire SUD RAIL et membre de la commission emploi-formation CE de Strasbourg.
Je suis retraité depuis 2007.

Brigitte Sourrouille

Je suis syndiquée depuis 1980 à la CFDT puis à SUD Rail. Je suis élue DP à l'Equipement à Paris de 1984 à 2001 puis élue DP à Besançon de 2002 à 2014. J'ai été membre du CHSCT de Besançon de 2010 à 2014. J'ai été responsable de la section Equipement au syndicat SUD Rail de Besançon de 2001 à 2014. Je suis maintenant responsable de la section retraités de Bourgogne Franche Comté et responsable de Solidaires retraités du Doubs depuis 2015

Yves Roussel

J'ai été embauché en 1970 dans une petite entreprise privée près de Lille puis à la poste. Je rentre sur concours au service administratif des ateliers SNCF d'Hellemmes-Lille en 1979 ou j'ai fait toute ma carrière. J'ai adhéré à la CFDT en 1970 jusqu'en 2003 puis j'ai rejoint SUD RAIL. Je remplis des fonctions de DP, de CHSCT et au CE Régional. Durant ma carrière, je participe à tous les conflits locaux et nationaux, tant professionnels qu'interpros. J'ai eu des responsabilités dans mon syndicat local, à l'union locale de Lille et dans l'animation d'équipes des transports. J'ai animé pendant plus de 30 ans de nombreuses formations syndicales de tous types. En retraite depuis 2006, je participe activement à la section dynamique des Retraités de Lille ainsi qu'au Bureau de la liaison nationale.

Agenda

Elections des représentants des retraités au CA de la Caisse de Prévoyance. Tous les retraités titulaires d'une pension directe seront appelés à élire leurs représentants. Le scrutin se fait uniquement par correspondance. Vous devez recevoir un courrier de la Caisse de Prévoyance avec tout le matériel de vote avant le 26 septembre. Dés réception nous vous appelons à voter pour la liste SUD-Rail. Votre courrier devra être renvoyé à la Caisse de Prévoyance avant le 17 octobre. Le dépouillement aura lieu le 18 octobre. Si vous n'avez pas reçu le matériel de vote le 26/9 au plus tard, signalez-le à la Caisse de Prévoyance qui devra vous envoyer un nouveau courrier pour vous permettre de voter.

Sommaire

Page

Edito..... 1
Candidats aux élections CPRP 2
Présentation des candidats..... 3
La vie de la liaison..... 4
Lettre ouverte à la vie du rail... 4
Mai 68 ... dans le monde..... 5
Montpellier Sud de France..... 6
Compteurs Linky..... 6
Nous voulons des coquelicots.. 6
Non à Europacity..... 7
Taxe sur le sel..... 8
Les retraités dans la rue..... 8
Burkina Faso..... 9
Impôts à la source..... 9
Faucheurs volontaires..... 9
Un bilan malsain..... 10
Triskalia..... 11
Vive la culture..... 12

Journée-débat

La Liaison Nationale des Retraités propose l'organisation d'une journée-rencontre le 6 novembre à la Fédération. Nous allons lancer une convocation pour inviter 2 militants retraités de chaque syndicat à venir échanger avec les animateurs de la LN et si possible des membres du Bureau Fédéral, sur des sujets multiples et variés.

Repas fin d'année

Le traditionnel repas de fin d'année de la Liaison Nationale des Retraités aura lieu le 6 ou le 13 décembre. La date sera arrêtée prochainement dés que nos cuisiniers l'auront décidée ! Mais dés maintenant réservez-nous le créneau ! Comme d'habitude l'invitation vous sera adressée fin octobre.

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 4

La Vie de la Liaison

Remerciements…

Les cheminots viennent de vivre un des plus longs conflits de l'histoire de la SNCF. L'entreprise subit les conséquences des choix politiques de nos dirigeants capitalistes qui détruisent sciemment tous services et entreprises publiques au nom de la sacro sainte Économie de Marché. Malgré ces mois de grèves perlées la destruction de l'entreprise perdure. Alors : se résigner ou intensifier les luttes ? La réponse devra sortir des vrais débats que nous devons vite avoir au sein de notre propre organisation syndicale. Notre avenir en dépend.

En attendant, nous, retraités SUD-Rail, sommes une composante de notre OS. Il est bien évident que nous ne devons pas agir directement sur les décisions que doivent prendre les actifs cependant nous devons aussi partager avec eux notre propre réflexion et apporter notre expérience passée pour enrichir les debats qui construiront le syndicalisme de demain.

Nous pouvons aussi contribuer en les aidant physiquement par une participation à la vie de nos syndicats. C'est l'appel qu'a lancé dès le début du conflit la Liaison Nationale des Retraités en demandant à l'ensemble des retraités de soutenir la lutte des cheminots . Beaucoup d'entre nous l'ont fait naturellement en participant aux permanences, aux AG, aux rassemblements, aux manifestations, à la confection des repas, aux caisses de grève. Nous les remercions pour ce soutien.

Devant l'ampleur du conflit nous avons complété notre appel à la solidarité en y ajoutant une souscription que nous avons diffusée par voie postale auprès des 1200 retraités connus. Ce mode d'expédition est un peu contraignant certes, mais il permet une information optimale jusque dans le plus petit village contrairement à internet source de grande discrimination vu les disparités du réseau et au fait que contrairement aux idées reçues ce type de communication est loin d'être maitrisé par tout le monde ! Par contre cela suppose que tous les syndicats nous donnent les moyens d'informer l'ensemble des retraités en nous communiquant au moins leurs adresses postales. Ainsi vu l'importance du conflit nous avons décidé d'informer tout le monde et non seulement les militants afin de permettre le soutien le plus large. Notre courrier a donc été expédié le 22 mai suivi de plusieurs rappels informatiques.

À la demande de notre Fédération la souscription a été clôturée fin août. La somme de 12 949 € à été collectée puis reversée en totalité à la Fédération. Quelle que soit l'importance du don la Liaison Nationale des Retraités remercie l'ensemble des donateurs qui souvent nous ont adressé avec leur chèque de chaleureux messages de solidarité.

Tout en assurant l'anonymat, nous avons également une pensée particulière pour ces deux retraités qui ont en plus proposé d'héberger gracieusement pour les vacances des familles de cheminots grévistes ainsi que ce retraité au grand cœur qui nous a envoyé une partie de son indemnité amiante que le tribunal vient de lui allouer, soit un cheque de 5 000 €.

La Fédération SUD-Rail a envoyé à chaque donateur un courrier de remerciements valant attestation fiscale pour déduction d'impôts.

cgt UFR — UNRA Retraités — SUD Rail — Cfdt: RETRAITÉS

Paris, le 12 septembre 2018

Monsieur François DUMONT
Directeur de la rédaction de La Vie du Rail
29, rue de Clichy
75 009 PARIS CEDEX 09

Objet : Votre article paru le 07 septembre 2018 concernant les élections à la CPR.

LETTRE OUVERTE

Élections à la CPR

Les élections des représentants des retraités au conseil d'administration de la Caisse de prévoyance et de retraite SNCF (CPR) auront lieu le 17 octobre 2018. La Fédération générale des retraités des chemins de fer disposera d'un siège au conseil, celui-ci comptant vingt-six membres au total.

Monsieur le Directeur de la rédaction,

Cette lettre ouverte de nos 4 organisations syndicales vous est adressée afin de procéder à une mise au point par rapport à l'article [voir encadré] paru dans La Vie du Rail n°3662.

Le 18 octobre 2018 seront dépouillés les bulletins de vote aux élections des représentants retraités au Conseil d'Administration de la Caisse de Retraite et de Prévoyance de la SNCF.

Ces élections se déroulent tous les 3 ans depuis 2008. Les 4 élus sortants [2 titulaires et 2 suppléants] élus en 2013 sont 2 CGT et 2 FGRCF.

Pour ce qui concerne les élections de 2018, ces élections, sous la forme d'un vote par correspondance, débuteront début octobre avec une arrivée du matériel de vote chez chaque retraité à partir du 28 septembre 2018.

Nous sommes donc dans une période dite de campagne électorale où chaque organisation fait valoir son bilan et ses perspectives. C'est le fondement même d'un vote démocratique.

Dans ce cadre, quel n'a pas été notre étonnement de constater que La Vie du Rail menait campagne pour la FGRCF en annonçant alors et déjà que cette organisation disposerait d'un élu au terme de ces élections.

Nous condamnons cette affirmation de La Vie du Rail qui, au mieux relève de la fantaisie et au pire, d'un soutien à peine dissimulé à l'une des organisations en lice.

Votre journal représentant donc un outil de communication partisan au service de la FGRCF.

Cette association, qui travaille en étroite collaboration avec la Direction de la Caisse et qui refuse de s'associer aux initiatives revendicatives pour défendre les droits des retraités, doit-elle en plus recevoir le soutien militant d'une revue dont l'objet initial ne semble pas être celui-ci ?

Les retraités, attaqués de toutes parts dans cette période, ne seront pas dupes d'une telle attitude.

En espérant, sans beaucoup d'illusions, que cette alerte soit entendue, recevez, Monsieur le Directeur de la rédaction, nos salutations distinguées.

Pour l'UFR-CGT B.GUIDOU — Pour l'UFR UNSA-Ferroviaire M.SOUVERAIN — Pour l'UFR SUD-Rail E.CECCAMPS — Pour l'UFR CFDT P.CESCAMPS

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 5

Mai 68 ... dans le monde

Dans le dernier numéro du Lien, nous avions évoqué les évènements de mai 68 vus côté Français. Nous allons voir dans cette 2è partie qu'à l'étranger également les Hommes se sont soulevés pour des motifs similaires.

Souvenons-nous, le 31 janvier 68 les troupes du Viêt-Cong lancent l'offensive du Têt contre l'armée du Sud-Vietnam et son alliée, les USA, la plus grande puissance militaire mondiale. La guerre du Vietnam est un gouffre en vies humaines et de souffrance pour les deux adversaires, mais une aubaine pour le puissant lobby militaro-financier américain. De plus en plus d'Américains, jeunes ou plus âgés s'y opposent et voient en Robert Kennedy (le frère de celui qui a engagé cette intervention et qui est mort assassiné à Dallas en 63) le favori des élections présidentielles de novembre, avec le retrait du Vietnam à son programme. Mais Robert Kennedy est assassiné le 5 juin 68, et Nixon enlisera le conflit dans des bombardements produisant des massacres de civils jusqu'à la victoire du Nord-Vietnam en 1975. Pendant ce temps, dans les ghettos noirs les émeutes se font de plus en plus nombreuses contre la ségrégation raciale. La communauté noire se retrouve aussi en première ligne au Vietnam, vu le taux de chômage très important. Leur leader Martin Luther King, prix Nobel de la paix en 64, tombe sous les balles à Memphis le 4 avril 68, ce qui enflammera encore davantage les ghettos et les campus universitaires dans la communauté blanche.

Et ailleurs ? En Tchécoslovaquie, en janvier débute pour la population écrasée par la dictature stalinienne le Printemps de Prague, mis en œuvre par une génération de responsables communistes animés par Alexander Dubcek, secrétaire général du PC. Cette expérience se définira comme un socialisme à visage humain, ce qui ne pourra avoir l'agrément de Moscou et de ses satellites d'Europe de l'Est. Le 21 août au matin, les troupes du pacte de Varsovie envahissent le pays sous le regard ahuri et révolté de la population, mettant fin à l'expérience, et plongeant la Tchécoslovaquie dans la torpeur. En janvier 69 l'étudiant Jan Palach s'immolera par le feu sur la place Wenceslas à Prague. Ce geste terrible symbolise un échec et un profond désarroi, qui ne prendra fin qu'en novembre 89 avec la chute du mur de Berlin, et l'arrivée de rénovateurs comme Vaclav Havel.

En Afrique, au Nigéria, la province du Biafra s'embrase depuis un an dans un conflit séparatiste dû à de violentes différences ethniques.

> Martin Luther King, prix Nobel de la paix en 64, tombe sous les balles à Memphis le 4 avril 68

C'est une véritable catastrophe humanitaire qui se déroule dans l'indifférence du monde entier tourné vers des intérêts contradictoires. A la fin du conflit en janvier 70, on comptabilise un million et demi de morts, les enfants payant le plus lourd tribut de ce massacre.

De l'autre côté de l'Atlantique, au Mexique, le gouvernement réprime dans le sang, place des Trois-Cultures (!) les manifestations étudiantes. L'armée tire dans la foule et fait 250 morts (voire plus, il n'y a aucun bilan officiel, c'est dire !) Ce nième massacre intervient à la veille de l'ouverture des jeux olympiques en octobre, JO restés dans les mémoires par les fameux podiums des 200 et 400 mètres, où 5 athlètes américains noirs lèvent le poing ganté des Black Power durant l'hymne américain, en soutien aux luttes dans les ghettos noirs. Gestes absolument inadmissibles pour les hypocrites et les bien-pensants pendant la « trêve olympique » ; d'où leur exclusion de l'équipe américaine.

Pour terminer cette année 68 de guerres, d'émeutes, de révolutions, prenons de la hauteur ! Pendant que l'on découvrait sur les grands écrans « 2001, l'Odyssée de l'Espace », le film de Stanley Kubrick, fin décembre, la capsule d'Apollo 8 faisait une révolution autour de la Lune avec trois hommes à bord. Ils prennent connaissance de la face cachée et font des photos de lever de Terre ! L'Homme essaye d'échapper à sa condition de mortel sur une Terre qui continue de tourner, mais pas rond. Mortel soit, mais pour les futures générations nous devons leur rendre une Terre avec moins d'injustices, de guerres, de pauvreté, de pillage de nos ressources, notamment l'accès à l'eau qui est déjà avec le réchauffement climatique l'enjeu majeur des prochaines années et la cause de nouvelles immigrations. Voilà tous nos combats du jour.

1968 ? C'était il y a 50 ans, c'est loin ? L'histoire ne repasse jamais deux fois les mêmes plats, dit-on, mais c'est à voir.

Si on le veut, on le peut !

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 6

Montpellier Sud de France : on continue les conneries !

Nos technocrates ont encore sévi : à chaque construction de ligne TGV nouvelle (elles aussi de moins en moins pertinentes) le syndrome de la « gare-betterave » ressurgit. Après la gare Haute-Picardie, symbole du genre, puis TGV Meuse ou Vandières, voici qu'a surgi de terre, en plein zone inondable, le monstre d'acier et de béton pompeusement appelé « Montpellier-Sud-de-France » (ou encore gare de la Mogère), mais ça fait vulgaire et vieux jeu, s'agissant du lieu-dit en rase campagne où nos nuisibles décideurs ont unilatéralement décidé de l'ériger. Contrairement à d'autres (Avignon TGV, Besançon TGV, Belfort TGV), certes loin des centre-ville mais bénéficiant à minima d'une jonction ferroviaire avec l'ancienne gare urbaine, là il n'y a rien : un accès très médiocre, à plus de 5 Km et 1 h du centre-ville, avec de rares liaisons par bus (le terminus du tramway le plus proche est à un km, mais son prolongement n'est pas prévu avant 2020 au mieux !!!), un seul petit kiosque à journaux et à sandwichs aux horaires d'ouverture restreints, pas de guichet de vente (ben voyons, tout le monde à Internet), et seulement 6 trains quotidiens par sens (3 TGV et 3 Corail) qui desservent depuis le 7 juillet dernier cet édifice surdimensionné (6 voies, dont 4 à quai), dont la construction a du faire le bonheur des entreprises amies du BTP. Ajoutons à cela un manque criant d'information de l'usager lambda, tout désorienté de se retrouver au milieu de marais mal asséchés alors que la gare classique (Montpellier ST Roch), bruissant d'activité, et permettant une bonne connexion avec les TER et les tramways urbains, se trouve judicieusement placée depuis plus d'un siècle et demi en plein centre-ville. Bref un véritable gâchis technique, humain et financier, (135 millions d'€ !) dont notre pays a hélas l'habitude, à défaut de l'exclusivité. A tel point que suite au litige de gros sous inévitable entre la région Occitanie et la SNCF, ce monument de bêtise technocratique s'est vu refuser toute inauguration officielle, gravant dans le faux marbre son statut de grand projet inutile. Pendant ce temps, les lignes rurales se meurent, le service et la sécurité s'étiolent à vue d'œil partout en France, tandis que les PDG de la moribonde SNCF et de l'Etat n'ont des yeux de Chimène que pour l'autocar. Quant à «l'usagé », qui gagne ¼ heure par la nouvelle ligne mais qui en perd au bas mot une entière pour rallier le centre urbain, il reste la classique vache à lait de choix technocratiques aberrants et stupides.

> Montpellier ST Roch ...
> une bonne connexion
> avec les TER
> et les tramways urbains

Linky

Polémique des compteurs Linky: Enedis ne peut pas les installer sans autorisation.

A Blagnac, près de Toulouse, le maire qui avait pris un arrêté contre l'installation des nouveaux compteurs Linky. a eu gain de cause devant la justice. En effet, elle a expliqué qu'Enedis n'a pas le droit de forcer une propriété privée pour installer un compteur. C'est une première en France.

Environ 700 communes ont déjà pris ce type d'arrêté sous la pression des administrés qui ont des inquiétudes par rapport à ce nouveau compteur.

A l'heure où la démission fracassante du ministre de l'écologie démontre que le pouvoir en place, vendu aux lobbies, n'a clairement rien à foutre des immenses problèmes écologiques qui vont très rapidement devenir le défi majeur de l'Humanité, il est temps d'arrêter les bonnes paroles et de passer aux actes. Concernant les pesticides, alors que l'Assemblée Nationale aux ordres du parti majoritaire refuse d'écrire dans la loi l'interdiction du glyphosate, et que l'hécatombe des espèces, donc de la Vie, se poursuit (80% d'insectes volants en moins en trente ans, c'est toute la chaîne du vivant, homo sapiens compris, qui est menacée), une pétition citoyenne redonne un peu de tonus à celles et ceux qui refusent la destruction de notre civilisation. Elle exige l'interdiction immédiate de tous les pesticides de synthèse en France. Cette pétition est relayée par de nombreux réseaux associatifs, ainsi que par Charlie-Hebdo et Politis. Les journalistes de l'hebdomadaire satirique ont fait analyser leurs cheveux : ils révèlent tous des traces importantes, au-dessus des maxima autorisé, de pesticides et autres dérivés cancérigènes, certains interdits depuis des années ! Nous vous invitons à signer et participer aux actions proposées :

www.nousvoulonsdescoquelicots.fr

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 7

Non à Europacity !

Le Groupe AUCHAN veut détruire 800 Ha des meilleures terres agricoles de France.

C'est un mégaprojet que veut installer ce groupe et son acolyte le chinois Watan. Autour d'un pôle culturel de cinémas et théâtres, aires de loisirs, restaurants, hôtels, seraient construits des grandes surfaces commerciales et autres commerces. Aucun habitant ne résiderait sur le site puisqu'il est dans le couloir aérien de Roissy (bonjour la tranquillité dans le parc prévu). Les clients et le personnel devraient venir d'ailleurs, en voiture puisque la gare du « Grand Paris » qui est offerte par l'Etat n'existerait qu'au plus tôt en 2024 et si celui-ci se réalise.

Ce projet à Gonesse (Val d'Oise) serait situé sur les meilleures terres de France. Jusqu'à 6 M. de terre arable, ce qui est exceptionnel et qui permet d'éviter toute irrigation. Ce projet est inutile car il ne manque pas de centres commerciaux dans le coin et proches des lieux de résidence. L'offre de vente ne va pas multiplier les capacités d'achat des consommateurs. Et l'offre culturelle et de loisirs ne manque pas en région parisienne.

L'argument avancé par les promoteurs est la création d'emplois. D'après une étude Mac Kinsey, les 250 000 m2 de surfaces commerciales prévues, qui doublent l'offre existante dans un rayon de 5 km, détruiraient 8000 emplois et accéléreraient la fermeture de petits commerces de proximité, comme à Gonesse (48 fermetures en 9 ans). Pour faire fonctionner ce centre, il faudra des infrastructures telles que routes et réseaux d'eau, électrique, égouts qui seront construits par l'Etat et donc à la charge des contribuables.

Le summum de la bêtise est la construction d'une piste de Ski intérieure ! A l'heure où tout le monde prend conscience qu'il faut arrêter de consommer de l'énergie à tout va, ce projet va à contre-courant de ce qu'il faut faire pour limiter le réchauffement climatique.

La société civile réagit.

Un collectif opposé au projet s'est constitué pour démontrer la nocivité de ce projet. Il a installé sur les terres déjà acquises par les promoteurs un potager. Des fêtes sont organisées au moment des semis et des récoltes. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé l'arrêté préfectoral de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Triangle de Gonesse en raison de l'impact énergétique du projet, l'impact du projet sur la qualité de l'air, l'urbanisation de terres de qualité. Mais cette décision a été attaquée par le gouvernement qui a fait appel de cette décision du temps de Hulot ministre soi-disant Ecolo. Ceci est bien la démonstration que lorsqu'on nous parle de Grenelle de l'Environnement, de COP 21. C'est du pipeau….Ce qui intéresse nos gouvernants, ce n'est pas respecter la planète, la terre et ses paysans, c'est être au service des riches qui leur dictent leur désirs.

Sur les terres acquises par les promoteurs, le collectif d'opposants a fait pousser des choux, radis, carottes, courges, courgettes et autres légumes qui s'épanouissent là depuis le 21 mai 2017. Mais en attendant que les travaux démarrent l'Établissement public foncier d'Ile de France (EPFIF) attaquait en justice des choux, radis, carottes etc. Ce 12 septembre le tribunal de Pontoise a reporté le jugement au 14 novembre 2018.

Le groupe Auchan est une entreprise tentaculaire à laquelle il est difficile d'échapper Elle s'est implantée dans de multiples secteurs : Auchan, Atac, Saint Maclou, Norauto, Midas, Flunch, Les 3 Brasseurs, Boulanger ,Décathlon, Kiabi , Kiloutou, Phildar, etc.Participations stratégiques chez Alinéa , Jules, GrosBill. Autres participations : 3 Suisses avec une part de 45 % en 2005 et Leroy Merlin, fondé par Messieurs Leroy et Merlin, détenu à 45% par le Groupe Auchan avec : Leroy Merlin, Pimkie

Les investissements qu'Auchan décident sont forcément faits avec une partie de l'argent que nous lui avons amené en allant dans ses magasins. Une façon de s'opposer c'est de ne plus fréquenter ses magasins et de le lui faire savoir. Dans les magasins existent des cahiers de réclamation. Alors utilisons-les pour leur dire ce que nous pensons de ses méthodes. Si nous sommes assez nombreux, cela peut faire un poids pour les faire changer d'avis et tout au moins leur montrer qu'ils ne le feront pas avec notre accord.

Parlons-en autour de nous pour convaincre famille et amis. Merci pour votre participation. Les militants du collectif ont besoin de coups de main. Aller sur leur site où vous trouverez toutes les infos utiles.

http://nonaeuropacity.com/

Vous pouvez photocopier cette page et la distribuer à ceux qui pourraient être intéressés.

Tarif réglementé d'EDF Les petits consommateurs pénalisés

Le tarif bleu d'EDF a évolué en plein cœur de l'été.

Les plus pénalisés par ces nouveaux tarifs sont les usagers abonnés en petite puissance et qui consomment moins de 2 500 kWh par an. En effet, l'abonnement en 3 kVA a flambé cet été (+ 37 %) et la baisse de 6,2 % du prix du kWh ne compense pas cette hausse. Les consommateurs abonnés à des puissances supérieures sont moins pénalisés. Le prix de l'abonnement augmente de 9,7 % en 6 kVA, de 7,6 % avec l'option heures pleines/heures creuses 9 kVA et de 7,4 % pour le 12 kVA. Compte tenu de la légère baisse de prix du kWh (- 0,8 % en heures pleines, - 1,9 % en heures creuses), plus on consomme, plus on est gagnant !

EDF privilégie clairement les ménages équipés en tout-électrique pour le chauffage et l'eau chaude, aux dépens des autres usagers et en particulier de tous les consommateurs soucieux de l'environnement et du réchauffement de la planète, qui s'évertuent à réduire au maximum leurs consommations d'énergie.

Cette stratégie d'augmentation de la part fixe et de baisse du prix du kWh va à l'encontre de tous les discours officiels qui prônent les économies d'énergie.

(Source : Que choisir 08/2018.)

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 8

Taxe sur le sel

Echec annoncé d'une nouvelle recette !
Fin septembre, les conclusions de la commission d'enquête sur l'alimentation industrielle, qui a auditionné l'UFC-Que Choisir, devraient être rendues. Parmi les propositions, devrait figurer, selon certaines fuites médiatiques, la mise en place d'une taxe sur le sel afin d'inciter les fabricants à réduire son utilisation dans leurs produits… Après la taxe soda, le retour de la gabelle ? Si la logique consumériste d'une telle taxe a toujours été soutenue par l'association, est-ce néanmoins LA mesure miracle ? De nombreux doutes subsistent !

A la barre des premiers accusés, s'agissant des maladies cardiovasculaires qui coûtent de 12 à 15 milliards d'euros par an selon l'Assurance-Maladie, on retrouve en effet le sel ! Consommé en surdose par les français (en moyenne 2 fois plus que les recommandations de l'OMS), présent en trop grande quantité dans notre alimentation, notamment dans les produits transformés comme le soulignent les tests de l'association, le sel fait l'objet depuis des lustres d'engagements volontaires de la part des industriels… Or, l'échec de l'autorégulation est cinglant : aucune réduction de la quantité de sel n'ayant été recensée sur ces dernières années comme le dénonce l'association mais aussi les autorités comme l'ANSES. Afin d'endiguer ce bien triste constat, l'UFC-Que Choisir demande des mesures contraignantes avec des objectifs réglementaires de réduction et des sanctions en cas de non-respect. Après la fin de non-recevoir opposée au cours du débat parlementaire sur la loi EGalim, voilà donc qu'apparaît, à la veille de l'adoption de cette Loi, une proposition de taxe sur le sel, en attendant les autres mesures proposées… Vous avouerez qu'il aurait été préférable de les inscrire dans ce texte « alimentation » plutôt que de les proposer une fois celui-ci adopté… Car l'addition des espoirs d'action législative envolés, en matière alimentaire, commence à devenir vraiment salée.
Surtout, hasard du calendrier, cette proposition intervient alors que la mise en œuvre de la nouvelle taxe soda (entrée en vigueur cet été) est riche d'enseignement. Elle a ainsi montré le contournement de l'objectif par les industriels. En effet, Coca Cola a ainsi profité de cette taxe pour réduire la taille de ses bouteilles (1,25 litre, au lieu de 1,5 ; 1,75 litre au lieu de 2) sans réduire le prix, voire en l'augmentant… Alors que la taxe devait aboutir à une augmentation de prix de 8%, à un « signal prix », à l'arrivée c'est 15% d'inflation dissimulée. Finalement la taxe soda permet aux professionnels de se sucrer au passage…
Bref, entre le rendez-vous législatif manqué s'agissant de la loi Alimentation, et une proposition de taxe bien maigre comparée aux objectifs sanitaires de réduction de sel, les réformes en matière alimentaire ne peuvent être plus maigres. Alors que 12 millions de Français souffrent d'hypertension, de diabète, d'obésité, de maladies cardiovasculaires, occasionnant un coût humain et économique colossal, à quand un courage politique pour obtenir enfin une réduction de teneur en sucre, sel, matières grasses de l'offre alimentaire industrielle ?

Pour se défendre, les retraités descendent dans la rue !

Depuis plus d'un an, nous, retraités payons l'arrivée de Macron à la Présidence.
D'entrée, il nous a ponctionnés de 1,7 point de la CSG. Ce fut aussi les 5 € qu'il a supprimé pour les APL. Dans le même temps, il supprimait carrément l'ISF l'impôt de Solidarité sur la fortune donc, 6 milliards de moins dans les caisses de l'Etat mais autant dans celle des riches.
On transforme des millions de retraités en variable d'ajustement du budget
Pour nos revenus ce sera « l'année blanche » pour 2018. Le 1er Ministre a décidé la désindexation des pensions par rapport à l'inflation avec seulement 0,3% de revalorisation, pour 2019 et 2020, bien loin de l'inflation attendue pour ces 2 années : sachant que les prix ont augmenté de 2,3 % entre juin 2017 et juillet 2018.On peut déjà estimer que de 2013 à 2020 les retraités auront perdu un mois de pension par an (juillet 2018 : 2,3%). Résultat, le nombre de retraités pauvres dépasse le million : plus d'un million de retraités ont un revenu inférieur à 1 000 euros par mois.
C'est le marché qui décide.
Ce gouvernement revient sur tous les droits. Il s'attaque à notre système par répartition, pour aller vers un régime universel individualisé et par points, poussant au développement d'une retraite complémentaire par capitalisation répondant en cela aux appétits des assureurs. Le gouvernement fait planer des menaces sur les régimes de réversion, qui concerne 4,4 millions de retraités.
Les retraites ne sont pas « des prestations sociales comme les autres » mais un droit résultant de cotisations versées tout au long d'une vie professionnelle ; le gouvernement ne devrait pas pouvoir appréhender ces sommes, d'autant plus qu'il les utilise pour faire des cadeaux aux plus riches !
Des rassemblements ont lieu le 3 octobre : Place de la République à Paris et dans les départements devant les préfectures.
Ce qui est en jeu c'est le droit de vivre de sa retraite.
Actifs, retraités, nous avons les mêmes intérêts !
Nous sommes également appelés ensemble à participer lors de la grande journée de lutte Interprofessionnelle à des manifestations dans toute la France.

Tous et toutes dans la rue le 9 octobre

Non à la retraite en points !
Revalorisation des retraites et indexation sur les salaires !
Rétablissement 1/2 part pour les veuves et retour à l'exonération de la majoration familiale !
Pour la défense et le développement des services publics !
Pour la défense de notre Sécurité sociale !
Pour de véritables moyens humains et financiers pour les EHPAD !
Tout ceci est possible par un autre partage des richesses et la fin de leur accaparement par une minorité.

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 9

Solidarité Burkina Faso - Kouaré

Solidarité Burkina Faso, Kouaré, ce village du pays Gourmantché* vous dit « Merci » !

La rentrée scolaire s'est faite en France et va se faire à la fin du mois de Septembre au Burkina Faso. A Kouaré, tous les élèves pourront enfin suivre les cours dans une classe en dur. En effet, la 3ème classe de notre projet est achevée et notre satisfaction est grande de voir se concrétiser cette action de solidarité internationale lancée en 2011. La réussite de ce chantier, nous le devons là-bas à l'implication de Philippe Ilboudo qui a multiplié les voyages Ouagadougou-Kouaré, soit plus de 400 kms aller/retour et ceci à plusieurs reprises pour chaque classe pour suivre le chantier et vérifier l'efficacité des artisans. Notre action a aussi motivé les responsables locaux et la promesse faite par le maire de la grande ville voisine, Fada N' Gourma lors de l'inauguration de la 2ème classe en 2017 s'est concrétisée : Kouaré a son collège d'enseignement général (CEG) qui sera opérationnel pour la rentrée scolaire 2018/2019. Ceci permettra aux adolescent(e)s de ce village d'être scolarisés sur place évitant ainsi les soucis et les frais d'une scolarisation à Fada, éloigné de 18 Kms. D'autres initiatives ont aussi été prises par Elise, l'épouse de Philippe qui a approvisionné le dispensaire en matériel divers et en médicaments.

Nous devons aussi cette réussite au financement, sans argent, pas de travaux ! Ceci dit, la solidarité des retraités, adhérents SUD-Rail se limite à un groupe de donateurs directs ou achetant de l'artisanat d'environ cent personnes ! La solidarité des syndicats va aussi dans le même sens : Deux Syndicats participent régulièrement au financement (PSL et PSE), d'autres ont versé une, voire deux fois, sur l'ensemble du projet et certains ont fait le choix de ne pas participer pour des raisons que nous n'avons pas à juger.

La solidarité, quelle soit pour les caisses de grève lors de mouvements sociaux ou pour des actions sociales ou humanitaires en France ou à l'étranger n'est pas toujours aussi simple que l'on pense !

Pourtant, une des devises SUD est bien la Solidarité ! N'en déplaise à certains détracteurs, nos actions s'inscrivent dans un état d'esprit qui n'a pour objectif que de pratiquer un syndicalisme différent, ouvert sur les autres.

Dans le Lien N° 70, nous invitions les adhérents intéressés par un voyage d'inauguration des classes et de découverte du Burkina à se manifester. Aujourd'hui, une douzaine de personnes se sont inscrites et nous préparons ce déplacement qui se fera du 23 Janvier au 6 Février 2019. Nous rappelons que chaque voyageur prend en charge son voyage et tous les frais s'y rattachant. Ce sera aussi l'occasion de peaufiner notre futur projet concernant des forages et des pompes à eau pour les femmes de ce village et que nous présenterons en début d'année prochaine.

Nous n'arrêtons pas pour autant, la réception des dons qui permettront d'équiper des classes ou de financer notre futur projet. Alors, donateurs individuels ou structures syndicales, n'hésitez pas à soutenir nos actions !

*Gourmantché : Ethnie de l'est du Burkina Faso autour de Fada N'Gourma et Pama, installée aussi au Togo, au Bénin et au Niger.

Impôts retenus à la source

Les retraités vont trinquer là aussi…

Le fisc va retenir sur notre pension de janvier 1/12ème de l'impôt sur le revenu de 2019 qu'il aura calculé suivant notre pension de 2018. Après la déclaration des revenus que nous ferons entre mai et juin 2019, le fisc calculera les déductions auxquelles nous avons droit (dons aux œuvres, cotisations syndicales, modifications du foyer fiscal, etc.) et rectifiera notre part d'impôt. Mais il ne nous remboursera qu'en septembre ce qu'il a perçu en trop depuis janvier. Ainsi nous allons faire crédit à l'Etat d'une partie de nos impôts pendant 9 mois.

Vous saviez bien qu'il allait y avoir une entourloupe avec ce prélèvement à la source ! Et, bien en voilà au moins une…

Faucheurs volontaires

Dans l'article concernant Triskalia, nous parlions de l'opération des faucheurs volontaires devant la coopérative de Glomel dans les Côtes d'Armor. EN 2016, pour une opération de destruction de soja OGM dans des silos du port de Lorient et le tagage d'inscriptions anti-OGM, un militant passait au tribunal de Quimper et deux autres sont convoqués pour refus de prélèvement d'ADN à une autre date. A la sortie du tribunal, Yves arborait un tee-shirt avec un gros 2,09 ng/ml inscrit au marqueur, Quésaco ? C'est le taux de glyphosate dans ses urines, analysées par un laboratoire allemand, indépendant sous contrôle d'huissier. Le seuil maximum autorisé est de 0,075 nanogramme par millilitre. Les 25 faucheurs bretons qui ont fait la même analyse avaient tous un taux supérieur à ce seuil, qui allait de 0,19 à 3,47. Un collectif des pisseurs involontaires de glyphosate sera créé afin qu'une grande campagne d'analyse soit lancée dans la population.

Pendant ce temps, Les députés ont une nouvelle fois refusé d'inscrire dans la loi, l'interdiction du glyphosate à partir de 2021. Encore une fois les lobbies prennent le pas sur la santé de la population.

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 10

Un bilan malsain

Il y a plus d'un an, un banquier accédait à la présidence de la République, après un coup de tonnerre politique ayant vu l'effondrement des deux principales formations politiques de droite et (disons-le vite) de gauche. Elu plus sur un malentendu que sur une franche adhésion à son programme « ni de droite ni de gauche », plus par rejet de l'autre candidate ouvertement d'extrême-droite aux idées nauséabondes, et avec un exceptionnel taux d'abstention et de votes blancs, il est temps de tirer un premier bilan de son action, en tant que retraités, mais aussi que cheminots et surtout que citoyens.

Le moins qu'on puisse dire est que ce bilan est aussi mauvais et inquiétant que le bilan carbone de notre pauvre planète. Le brouillard idéologique savamment entretenu par les médias se dissipe enfin, et à nos yeux enfin dessillés apparaît l'homme et sa politique dans toute son horreur : un banquier ultra-libéral a été élu à la tête de notre pays pour appliquer la politique la plus ouvertement de droite rétrograde que la 5è république ait connu, et ce dans tous les domaines.

Pour les retraités que nous sommes, tout d'abord, le constat est effrayant. Nous sommes devenus la variable d'ajustement des économies budgétaires, avec un mépris affiché pour notre âge mur, qui, aux yeux du banquier, fait de nous uniquement des improductifs et des bouches inutiles à nourrir. Cela s'est concrétisé très rapidement par l'augmentation drastique de la CSG, y compris pour des revenus très modestes, sans aucune négociation ni contrepartie. Et comme cela ne suffisait pas, et que l'ajustement des pensions sur le coût de la vie était depuis quelques années devenu la règle, donc la loi, voici que le seigneur le raye d'un coup de plume rageur : alors que l'inflation atteint pour 2018 les 2,3% (et encore les modes de calcul minorent constamment ce taux), nous bénéficierions d'une aumône de 0,3 % (et encore celle-ci n'est pas validée à l'heure où on écrit ces lignes). C'est donc la double peine qui va étouffer un peu plus nos anciens, au risque de ralentir encore la consommation.

Pour les services publics, le travail de casse déjà bien entamé sous le précédent quinquennat est accéléré par pur dogmatisme et idéologie. Après la scélérate loi travail, voici que ce printemps a été actée la mort programmée de la SNCF, malgré la résistance acharnée des salariés. Privatisation, réduction de l'offre, fermeture de lignes et de guichets, productivité à outrance affectant la sécurité, accentuation du tout-routier tant pour les voyageurs que pour les marchandises, voici les maîtres-mots d'une politique proprement thatchérienne. Et ne parlons pas des autres services publics (poste, télécom, énergie) où le massacre est largement achevé. Pire, c'est à l'hôpital, donc à la santé de nos concitoyens, que l'empereur des riches s'est attaqué, parachevant un

travail de sape déjà bien entamé sous le précédent régime.

C'est que l'empereur Emmanuel 1er a une grande vision planétaire, celle d'un monde où le libre-échange et la concurrence deviennent la règle et régissent l'ensemble des rapports humains. C'est pourquoi il s'accroche à une vision surannée d'une Europe ultra-libérale massivement rejetée par les peuples qui la constituent, au risque d'accentuer par réaction la montée des populismes et de l'extrême-droite raciste et xénophobe que nous combattons, mais qui s'explique hélas en partie par le mépris dans lequel sont tenus les citoyens. Bien entendu, qui se ressemble s'assemble, notre triste sire va encore recevoir le taré de Washington à Paris, alors que la plupart des hommes politiques, y compris les républicains américains, se détournent de lui avec dégout. Bref, en politique extérieure aussi le bilan est édifiant.

Quant à la pseudo république irréprochable dans les affaires, il n'est que de se rappeler l'affaire Benalla, les embrouilles judiciaires de la ministre du travail et de celle (insignifiante) de la culture, sans oublier le scandaleux cafouillage sur l'impôt à la source, pour conclure que les mauvaises habitudes et le mépris des lois de la caste dirigeante ne se sont pas évanouies comme par enchantement.

Cette stratégie du chaos n'est pas près de s'essouffler : après la reculade tactique sur la présidentialisation à outrance de nos institutions (ce n'est que partie remise), voici que point un autre grand chantier de démolition, celui de la n-ième réforme des retraites, qui veut instaurer une retraite à points dont on voit bien qu'il s'agit d'une arnaque, où personne n'aura la totalité desdits points ni assurance sur leur valeur, bref c'est la mort programmée de notre système par répartition au profit de la capitalisation. Dans la guerre totale contre notre modèle social, c'est feu nourri ! Ca pleut comme à Gravelotte !

Mais c'est vraiment sur le sujet le plus crucial, car conditionnant tous les autres, que le double langage et l'hypocrisie ont atteint des sommets. Il s'agit bien entendu de l'écologie et de l'avenir bien compromis de l'Homme sur notre planète.

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 11

Un bilan malsain (suite)

Quelle que soit l'opinion qu'on ait de Nicolas Hulot, il a fini par comprendre qu'il n'était qu'un faire-valoir, un pot-de-fleur médiatique juste bon à avaler des boas et des pythons, ce qu'il a fait avec constance jusqu'enfin il craque devant le cynisme des lobbys de la chasse, du nucléaire, des empoisonneurs style Monsanto et consorts, sous l'œil bienveillant et complice de son auguste employeur. Là aussi, quelle bassesse d'esprit de notre PDG national qui, comme tout bon communicant, verdit hypocritement d'une main tout ce qu'il pollue de l'autre. Car pour lui, et ses actes le prouvent, l'écologie ne doit pas empêcher la croissance et les profits démesurés des amis. Bref, la COP 21 n'aura été que stérile propagande, et pendant ce temps, les signes annonciateurs d'une dérive climatique incontrôlable s'accumulent partout : tempêtes, incendies, sécheresses, épuisement des ressources et de la biodiversité, acidification des océans, températures battant chaque année le record de l'année la plus chaude, concentration inégalée depuis des centaines de milliers d'années des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, rien n'y fait pour que nos dirigeants ouvrent enfin les yeux sur la catastrophe annoncée et prennent sans tarder les mesures drastiques qui s'imposent. Cela fait depuis le sommet de Rio en 1992 que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme sur l'imminence du point de non-retour, alors qu'il pourrait être déjà atteint dans l'indifférence générale. Bref, Jupiter risque bientôt d'avoir les pieds dans l'eau, et sa foudre de se retourner contre ses choix mauvais et dangereux. Bref, là aussi le bilan est particulièrement malsain et inquiétant pour notre avenir.

En conclusion, il est grand temps que tous les nuisibles qui exploitent à mort la Terre et ses habitants dégagent avec leurs schémas mentaux obsolètes et mortifères Cela est valable aussi pour l'hypocrite en chef qui berne sans état d'âme nos concitoyens en détruisant insidieusement le tissu social et la pérennité de notre écosystème. Pour les aider à dégager, commençons par être le plus nombreux possible dans les rues, actifs comme retraités, le 9 octobre prochain, pour dire :

LES CONNERIES, CA SUFFIT !

Triskalia, nouvelle plainte contre la coopérative

Un couple d'éleveurs près de Guingamp dans les Côtes d'Armor, producteurs de lait, s'est vu livrer des aliments pour leur troupeau de 80 vaches. Surprise, ces granulés contenant 3 antibiotiques étaient destinés aux lapins ! La coopérative a fait retirer l'ensemble de l'aliment restant dans le silo et a suspendu la collecte de lait, procédant à une série d'analyses et d'investigations. Le couple d'éleveurs a de son côté fait effectuer des analyses qui démontreraient l'existence de pas moins de 6 antibiotiques différents, dont deux interdits aux animaux destinés à la consommation humaine.

Ces éleveurs dénoncent l'état de santé de leur troupeau (plusieurs vaches mortes et d'autres qu'il a fallu euthanasier) et s'inquiètent de la qualité du lait.

Le collectif de soutien aux victimes de Triskalia et l'Union Solidaires de Bretagne, mettent en avant l'omerta et les pratiques douteuses des coopératives. Une plainte a été déposée au tribunal de St Brieuc .

De son côté, les responsables de Triskalia affirment qu'ils ont respecté toutes les procédures !

Fin aout, un groupe de faucheurs volontaires bloque l'entrée de l'usine de Glomel dans les Côtes d'Armor pour dénoncer les cultures OGM et interdire les semis à venir de colza et de tournesol. Cette association demande aux élus du centre Bretagne d'arrêter de soutenir tout ce qui relève de l'agrochimie et de travailler à une réorganisation rapide de la politique agricole en Bretagne afin de sortir de la spirale infernale de

l'utilisation des produits chimiques, nuisibles à l'environnement, à la santé des salariés, des paysans et de l'ensemble de la population.

La coopérative a réagi à toutes ces affaires en organisant le 04 septembre 2018 des rassemblements d'agriculteurs, de salariés et d'élus locaux pour dénoncer l'acharnement dont est victime Triskalia. Vaste coup de com' de la part de ce groupe !

Rappelons-nous des 4 salariés, victimes des pesticides en 2009-2010 dont deux sont venus à Camaret en juin 2015, nous exposer leur situation. Après des jugements favorables, le collectif de soutien a été reçu le 17 septembre à Bruxelles par le commissaire européen à la santé suite à une pétition déposée au parlement européen. Cette rencontre fait suite à l'audit réalisé par la direction de la santé de la commission européenne au sujet des conséquences des pesticides sur la santé des salariés et des agriculteurs. Le but étant de démontrer la mauvaise application des directives européennes de la France en matière de protection et de santé dans le domaine agroalimentaire.

Triskalia est une coopérative agroalimentaire. Issues de ce groupe, des marques et des enseignes connues : Magasin Vert et Point vert, Paysan Breton, Mamie Nova, Régilait et, à partir de Janvier 2019, les conserves Daucy (haricots, petits pois…).

Boycottez- les !

Lien 71_Mise en page 1 26/09/2018 09:57 Page 12

La place du diamant

La place du diamant paru en 1962 en catalan puis traduit en 1971 en français et édité chez Gallimard. Ce roman de Mercè Rodoreda est un témoignage poignant par la simplicité d'une vie banale en apparence, mais qui se déroule pendant une période qui va de la IIe République espagnole, la guerre civile, aux années noires qui suivent la victoire du franquisme. Il est considéré comme le chef-d'œuvre du roman catalan.

Vive la Culture

Airvore ou la face obscure des transports

Chronique d'une pollution annoncée. Laurent Castaignède Ecosociété (Editions)
Les transports motorisés sont omniprésents, omnipotents. Dans une riche enquête historique et sociologique, l'auteur fait le portrait de leur ascension et de leurs impacts environnementaux et sociaux. Après les herbivores ou les carnivores, voitures, avions, trains et bateaux constituent la nouvelle espèce dite "airvore", saturant l'air des métropoles et déstabilisant le climat. Et malgré les discours rassurants autour des modes de transport dernier cri, les pics de pollution et des alertes sanitaires se multiplient en cette ère nouvelle de l'Anthropocène. L'auteur propose des mesures radicales mais pragmatiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et faire face à l'urgence climatique et sanitaire actuelle.

Pourquoi tout va s'effondrer

« J'ai 24 ans et j'ai compris que le monde allait s'effondrer. Ce n'est pas une intuition mais une réalité. Tous les faisceaux d'indices, toutes les publications scientifiques, toutes les observations concordent : notre civilisation court vers un effondrement global. Fonte des glaciers, mort des océans, extraction de ressources à outrance, bouleversement sans précédent de la biodiversité, hausse continue du réchauffement climatique, accroissement des inégalités sociales, immuabilité politique, etc. Et que fait-on ? Rien ! Ou presque rien. Pire, nous croyons encore pouvoir résoudre ces crises fondamentales par le système qui les a précisément engendrées. À défaut de pouvoir enrayer cette fuite en avant, voici un véritable manifeste accessible et fulgurant, qui donne l'exacte mesure de cet effondrement à venir pour éveiller les consciences et surtout limiter la hauteur de la chute. »

Comment tout peut s'effondrer

Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Postface de : Yves Cochet. Et si notre civilisation s'effondrait ? Non pas dans plusieurs siècles, mais de notre vivant. Loin des prédictions Maya et autres eschatologies millénaristes, un nombre croissant de scientifiques et d'institutions annoncent la fin de la civilisation industrielle telle qu'elle s'est constituée depuis plus de deux siècles. Que faut-il penser de ces sombres prédictions ? Pourquoi est-il devenu si difficile d'éviter un tel scénario ? Les auteurs décortiquent les ressorts d'un possible effondrement et proposent un tour d'horizon interdisciplinaire de ce sujet qu'ils nomment la "collapsologie". Ce livre redonne de l'intelligibilité aux phénomènes de "crises" que nous vivons, et surtout, redonne du sens à notre époque. L'effondrement est l'horizon de notre génération, c'est le début de son avenir. Qu'y aura-t-il après ? Tout cela reste à penser, à imaginer, et à vivre

En marche forcée

Dans « En marche forcée », Laurent Kestel chronique la libéralisation des transports et s'interroge sur ce qui se cache derrière le mantra de la « réforme », notamment comme conséquences sociales.Présentation du livre par son éditeur :
La libéralisation des transports, inscrite dans les textes fondateurs de l'Union européenne, est patiemment orchestrée en France depuis plusieurs décennies. L'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs programmée récemment en constitue une étape décisive. Ce profond bouleversement est engagé « en marche forcée » par Emmanuel Macron dans l'un des derniers bastions du service public à la française.

La bataille du rail. Cheminots en grève, écrivains solidaires.

Nous avons tous un rapport particulier avec le train, des souvenirs d'échappées belles, de rencontres cocasses, de paysages qui défilent, de baisers échangés sur un quai de gare, de voyages qui ont changé une vie... C'est le cas d'une trentaine de plumes de la littérature française, qui souhaitent intervenir, au moyen de la fiction, en soutien à la grève engagée par les cheminots. Car la lutte des cheminots n'est pas une lutte corporatiste, elle cristallise au contraire l'idéal de solidarité, concrétisé par des services publics, de tout un peuple.

Avec Patrick Bard, Agnès Bihl, Laurent Binet, Geneviève Brisac, Bernard Chambaz, Didier Daeninckx, Abdelkader Djemaï, Bruno Doucey, Annie Ernaux, Pascale Fautrier, Patrick Fort, Valentine Goby, Nedim Gürsel, Hédi Kaddour, Leslie Kaplan, Jean-Marie Laclavetine, Lola Lafon, Hervé Le Corre, Sandra Lucbert, Mako, Roger Martin, Guillaume Meurice, Gérard Mordillat, François Morel, Grégoire Polet, Jean-Bernard Pouy, Patrick Raynal, Alix de Saint-André, Danièle Sallenave, Jean-Marc Salmon, Alain Serres, Shumona Sinha, Murielle Szac, Tardi, Carole Trébor et Philippe Videlier

Fédération Sud-Rail
sud.rail.federation@gmail.com / www.sudrail.fr
Liaison Nationale des Retraité-e-s
17 bd de la Libération 93200 Saint Denis Tél 01 42 43 99 77
www.retraitesudrail.org
liaisonretraites@retraitesudrail.org